

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

## Repassage de plats

Raymond Klein

**L'avis annuel du CES est gras côté bilan et maigre côté perspectives.**

Les rapports analysant l'impact de la crise sur le Luxembourg se suivent et se ressemblent. Voici le tour du Conseil économique et social (CES), dont l'avis annuel vient d'être adopté à l'unanimité. Contrairement à certains rapports précédents, le contenu de celui-ci est le fruit d'un consensus entre les représentant-e-s des syndicats, du patronat et de l'Etat. Et, comme d'habitude, dans la centaine de pages, on trouve à boire et à manger.

Evidemment, dans un contexte de crise du capitalisme financier, il est de bon ton de dénoncer les excès du passé : « L'exubérance irrationnelle dont a fait preuve le système financier international conduira à une réforme de l'architecture financière internationale. » Le fait que la prospérité du Luxembourg depuis les années 80 était précisément fondée sur cette exubérance n'est évoqué qu'indirectement : « Le Luxembourg devra maîtriser la vague réglementaire qui suivra la crise », et agrémenté d'une note optimiste « ... et pourra même en tirer un avantage ». Hélas, le texte du CES consacre beaucoup moins d'espace à la description des remèdes qu'à celle de la maladie. L'évolution de la crise est expliquée en long et en large, avec une digression sur ses causes lointaines, intitulée « L'abandon progressif de l'Etat providence et ses conséquences ». Petite déception, car sous ce titre, on trouve une description de la mondialisation et de la dérégulation, mais pas de considérations sur les liens entre le démantèlement de l'Etat providence, les inégalités engendrées, les déséquilibres économiques résultants et la crise actuelle. Le titre est peut-être tout ce qui reste d'un passage trop revendicatif proposé par les syndicats et sacrifié sur l'autel du consensus.

Critiquer la machine néolibérale après-coup est un exercice auquel se livrent tous les partis politiques en lice pour les élections à venir - et qui présente un intérêt limité. Cependant, concernant la gravité de la crise, le CES fait preuve de bien plus d'honnêteté intellectuelle que les programmes des trois partis traditionnels, qui promettent surtout des surlendemain qui chantent. C'est dans ce contexte que le bloc patronal a pu glisser un

passage consacré aux réformes nécessaires : « Les principaux défis structurels inhérents à l'environnement socioéconomique luxembourgeois ne perdent certainement pas en importance. » Et d'énumérer la protection sociale, la productivité, les finances publiques et la stratégie de Lisbonne. Et comme il faut satisfaire tout le monde, même les agriculteurs ont pu exprimer des demandes en temps de crise, notamment un allègement des autorisations à bâtir en zones vertes.

A boire et à manger, disions nous. En bons luxembourgeois, nous pourrions apprécier la quantité de mets qui nous sont servis, et nous accommoder du manque de finesse. Cependant, en temps de crise, il convient de faire la fine bouche, surtout que le rapport du CES est une sorte de préliminaire à la grande ripaille du débat sur l'état de la nation, la semaine prochaine.

Ainsi on cherche en vain certains éléments essentiels à une sortie de crise : le créneau des placements éthiques, l'amélioration rapide du système d'éducation et la conceptualisation de la Grande Région comme fondement du pôle de prospérité luxembourgeois. De même, face à la perspective d'une augmentation massive du chômage, ne sont évoquées ni les possibilités de l'économie sociale, ni l'articulation entre emploi, chômage et formation. Enfin, alors que l'idée du développement durable est évoquée par le CES, le grand absent - le lobby écologique - est aussi le grand perdant. Certes, le Conseil économique et social se dit prêt à collaborer avec le Conseil supérieur du développement durable - ce qui réunirait les trois piliers canoniques du développement durable. Mais il reproche au CSDD de mettre en doute la pérennité du modèle luxembourgeois et estime « qu'il est nécessaire que les besoins de l'économie et la protection de l'environnement soient articulés de manière judicieuse dans l'esprit du développement durable ». Or le CSDD avait justement, déjà avant la crise, constaté que modèle luxembourgeois et développement durable étaient incompatibles. De quoi nous couper l'appétit.

NEWS

### NEWS

Debatte: Ich konsumiere also bin ich **S. 3**

ArcelorMittal: Pas de crise pour les actionnaires **p. 3**

16 mai: Docteur Syndicat et Mister Politique **p. 4**

Riz OGM: Bientôt dans nos assiettes ? **S. 5**

### REGARDS

Sozialwirtschaft: Krise als Chance **S. 6**

Elections: Le parti des internautes **p. 8**

Literatur: Epoche der Grenzen **S. 10**

Südafrika: Weg frei für Comrade JZ **S. 12**